

Le Courriel d'information

n°280 – Mardi 06 Novembre 2001.

11 PAYS- 102 MANIFESTATIONS – TOUS DANS LA RUE LE 10 NOVEMBRE

Dans ce numéro

Y'a bon le FMI

APPEL A UNE ACTION CONTRE LES POLITIQUES ET LES PROGRAMMES DE LA BANQUE MONDIALE, DU FOND MONETAIRE INTERNATIONAL ET DU « G20 »

16-19 novembre Ottawa, Canada

Global Democracy Ottawa (GDO)
http://www.flora.org/gdo

Du 16 au 18 novembre, se rencontreront à Ottawa, Ontario, Canada, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du groupe des 20 (G20), ainsi que les principaux services de la Banque Mondiale (BM) et du Fond Monétaire International (FMI).

Nous appelons tous les activistes du monde entier à venir à Ottawa pendant ces réunions pour protester, pour dénoncer ces abominables institutions et pour travailler activement à un monde meilleur.

A la mi-octobre de cette année, le ministre des finances canadien Paul Martin a annoncé que le Canada pourrait accueillir la prochaine rencontre du G20, du 16 au 18 novembre 2001. Il a aussi invité l'International Monetary and Finance Committee (IMFC) du FMI et le Development Committee (DC) de la Banque Mondiale, dont les réunions avaient été annulées en septembre 2001.

Le FMI et la Banque Mondiale, contrôlés par les gouvernements du G20, sont les essentiels architectes de la mondialisation néo-libérale. Le IMFC et le DC sont les comités clés, vitaux pour les affaires et le fonctionnement du FMI et de la BM. Déjà handicapés par l'annulation de leur réunion en septembre, la Banque Mondiale et le FMI ressentent des pressions pour obtenir un


attac

succès lors du cycle de négociations qui prendra place à Ottawa.

Nous devons donc encourager tous les activistes qui luttent pour un monde libre d'exploitation et d'oppression, à venir ensemble à Ottawa du 16 au 18 novembre pour résister activement contre le G20, la Banque Mondiale et le FMI. Il est impératif que tous ceux qui supportent la justice économique globale envoient un message clair à ces institutions et à la planète :

« Le mouvement pour la justice globale continue à croître et ne supportera pas ces institutions qui structurent le monde au bénéfice des corporations et de leur richesse et qui dénient la justice élémentaire à la majorité des peuples de ce monde.

Global Democracy Ottawa, et de nombreux groupes d'Ottawa, de Toronto, de Montréal et de Québec, ont déjà commencé à mobiliser leurs membres pour diverses actions, des groupes de discussions et des marches qui devraient se tenir tout au long de cette rencontre.

Nous invitons tout groupe ayant projeté de venir à Ottawa à nous joindre dans les spokes-council – notre mode d'organisation qui est basé sur une compréhension des réalités de la protestation et sur un respect mutuel. Nous luttons pour un processus d'élaboration de décision démocratique où tous les groupes peuvent venir pour partager des informations, des ressources et des idées. »

Pour plus d'informations, contacter :
MAILTO: info_N17@flora.org
http://www.flora.org/gdo
Global Democracy Ottawa
Traduction: Julie Duchatel, traductrice bénévole
coorditrad@attac.org

L'entrisme contre la démocratie.

Par jacques Capedevielle

Dès lors qu'une organisation – parti, syndicat, association – rencontre une certaine audience dans le débat public, la tentation est grande, pour des groupes minoritaires, de l'investir et de l'utiliser pour faire passer leurs propres positions, quitte à provoquer l'éclatement de l'organisation investie. L'histoire de l'entrisme est indissociable de celle des scissions. Cette action peut recourir à la clandestinité ou se dérouler au grand jour. La terminologie et les moyens utilisés changent, mais ce phénomène est une constante au sein du mouvement socialiste, qu'on retrouve dans ses composantes syndicales comme dans ses composantes politiques, depuis la fin du XIXème.

Les sociétés secrètes et la tradition blanquiste des minorités agissantes.

De la Révolution de 1789 aux premières années de la Troisième République, on observe en France une tradition constante de groupes clandestins, où se mêlent plus ou moins confusément des aspirations socialistes et mystiques, le goût du secret et une attirance pour une organisation hiérarchisée, élitiste et des rituels de type maçonnique. La main-d'œuvre reste en effet répartie pour l'essentiel dans de petits établissements. Les militants sont confrontés à une répression impitoyable qui les incite à rester dans la clandestinité en même temps qu'elle légitime l'action violente des anarchistes et l'appel à la grève générale.

L'un de ces groupes clandestins, la Chevalerie du Travail, va jouer un rôle important dans les années 80 aux Etats-Unis et dans un certain nombre de pays européens. Une branche française est créée en 1893. La Chevalerie du travail française va recruter de nombreux militants politiques et syndicaux, parmi lesquels Paul Lafargue (gendre de Marx et théoricien des Guesdistes), Aristide Briand (futur président du Conseil), Marcel Sembat (futur ministre) et les frères Pelloutier (syndicalistes révolutionnaires). Ces derniers, hostiles à la voie électorale, chercheront à utiliser les relais dont ils disposent par l'intermédiaire de la CTF pour prendre le contrôle de la Fédération Nationale des Syndicats (créée en 1886, guesdiste), à côté des Bourses du Travail qu'ils dirigent déjà. La CTF reste toutefois plus proche de la secte que d'une force organisée, même si ses membres vont jouer un rôle important dans la grève des cheminots de 1910. Jean Jaurès dénoncera au Parlement « une petite académie de destruction méthodique et scientifique ». Réprouvant sa radicalité et les risques qu'elle pourrait faire courir au mouvement social en l'exposant à une répression accrue, son dernier « Grand Maître » prononce sa dissolution fin 1910.

Quelle que soient les conditions qui, dans une conjoncture donnée, peuvent contraindre au recours à l'action clandestine, une critique s'impose quant aux principes mêmes du fonctionnement des sociétés secrètes du type CTF : les débats y sont nécessairement décentralisés, cloisonnés, hétérogènes ; ils se déroulent dans le secret et l'isolement, en dehors de l'espace public. Leur orientation reste



tributaire des parcours, des arrière-pensées, des jeux de pouvoir et des manipulations des personnalités individuelles qui y adhèrent.

De surcroît, le recours à la clandestinité ne met pas pour autant ceux qui s'y livrent à l'abri des infiltrations et des provocations policières. Ainsi le préfet de police Andrieux déclare un jour à l'adresse de la CTF : « Rappelez-vous que chaque fois que vous serez trois réunis, je serai au milieu de vous ». Avec la consolidation de la République et l'adoption d'une législation garantissant les libertés publiques (libertés de réunion, d'association, d'information et d'expression), l'action clandestine va perdre de sa nécessité.

Noyautage et luttes de tendances.

En 1895, Fédération des Syndicats et Fédération des Bourses du Travail se réunissent en fondant la CGT, mais les divergences politiques perdurent au sein de la nouvelle confédération. Après cette unification syndicale, c'est au tour des différents groupes socialistes – Parti ouvrier (guesdiste), Fédération des travailleurs socialistes (possibiliste ou broussiste), Comité révolutionnaire central (blanquiste), socialistes indépendants comme Jaurès et Millerand, ou libertaires – de se fondre en 1905, en constituant à Paris la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO). Le glissement vers le parlementarisme et le réformisme, qui caractérise très vite la SFIO et plus largement le socialisme international, va coexister avec une recrudescence de l'action syndicale : grève des mineurs en 1906, des viticulteurs du Languedoc en 1907, du bâtiment en 1908, des cheminots en 1910. Les syndicalistes révolutionnaires opposent la « Sociale » à la République et font adopter par la CGT en 1906, en s'alliant aux éléments réformistes, une motion qui deviendra la Charte d'Amiens et qui stipule : « La C.G.T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. (...) les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors ou à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale ».

En 1909, des syndicalistes révolutionnaires (dont Victor Griffuelhes, Pierre Monatte, Alphonse Merrheim) font paraître une revue bimensuelle, La vie ouvrière. Le premier numéro précise que la revue entend former un noyau « de camarades ne partageant pas tous les mêmes opinions » mais « tous nous sommes unis sur le terrain syndicaliste révolutionnaire et nous proclamons nettement antiparlementaires ». Refusant l'« Union sacrée » en 1914, la revue se saborde. Le « noyautage » ne renvoie pas nécessairement à une pratique occulte.

Dans l'entre-deux-guerres, l'enjeu politique se déplace mais la question de l'entrisme est toujours présente. En effet, avec le succès de la Révolution soviétique, les rivalités pour contrôler le mouvement ouvrier, tant dans ses composantes politiques que syndicales, s'exacerbent. Conduits par Léon Jouhaux, les majoritaires de la CGT adoptent un programme revendicatif réformiste et adhèrent aux propositions de paix présentées par le Président américain Wilson. Les révolutionnaires, minoritaires et favorables à la révolution soviétique, font reparaître La vie ouvrière en avril 1919 et constituent en 1920 un comité central des « comités syndicalistes révolutionnaires » (CSR). La lutte entre ces deux tendances culmine en 1920-21 et aboutit à une scission : les minoritaires constituent la CGT-U. Le noyau a cessé d'être une référence positive, pour faire place à la dénonciation du noyautage.

La nouvelle CGT-U va être à son tour l'objet de violentes luttes de tendances, où s'affrontent anarchistes, syndicalistes révolutionnaires et communistes. Sans exclure les alliances tactiques, éventuellement contre-nature et souvent provisoires, ces luttes de tendances ont dans un premier temps le mérite de se dérouler devant l'ensemble des militants, en particulier par le canal de La vie ouvrière. Quitte à ce que ceux qui ne se reconnaissent pas, au vu de ce qui semble devenir l'évolution de la CGT-U, en sortent, pour fonder une nouvelle organisation comme la CGT-SR, ou pour rejoindre la CGT majoritaire de Léon Jouhaux.

A partir de 1924, la bolchevisation du PCF entraîne le retour d'un noyautage de type clandestin, en particulier dans le cadre de l'appareil dirigeant du PCF, avec la présence d'envoyés du Komintern comme Eugen Fried, chargés de conformer les orientations du Parti à celles de la politique soviétique. Par ailleurs, un « comité mixte » est créé, qui réunit 4 membres du bureau politique du PCF et 4 membres du bureau confédéral de la CGT-U appelés en retour à siéger au bureau politique du parti. L'Internationale Syndicale Rouge (ISR, contrôlée par la III ème Internationale, moscoutaire) va désormais peser de plus en plus sur les orientations et la pratique syndicale de la CGT-U. En 1934, reprenant la stratégie communiste du « front unique à la base », la CGT-U donne

comme consigne à ses militants « d'aider au développement de l'opposition dans la CGT » et d'encourager la création de syndicats uniques. Face à la montée du fascisme, les deux confédérations reprennent pourtant des négociations difficiles au sommet, qui aboutissent à leur réunification en mars 1936. Dans les années 30 également, des militants trotskistes infiltrent la gauche de la SFIO.

Une fois passée l'euphorie qui accompagne les grèves avec occupation des lieux de travail, les ex-confédérés de Léon Jouhaux se dotent dès octobre 1936 d'un journal, Syndicats, qui entend s'opposer aux tentatives de mainmise des communistes (qui ont conservé La vie ouvrière) sur la centrale réunifiée. Les luttes de tendances reprennent de plus belle d'une part dans la CGT, pour aboutir à l'exclusion des communistes en décembre 1939, et d'autre part à la SFIO, où les trotskistes qui en sont exclus fondent la section française de la IV ème Internationale, créée par Trotski en 1938, avant de rejoindre le Parti socialiste et paysan de Marceau Pivert, lui-même issu de la SFIO.

Certains militants seront arrêtés, les autres entrent dans la clandestinité. Les années d'occupation vont commencer et la clandestinité redevenir une nécessité.

Fractions, tendances et courants.

Il n'y a pas de critères rigoureux qui permettent de distinguer fractions, tendances et courants. Ces appellations désignent, à l'intérieur d'une organisation plus vaste, des regroupements d'individus plus ou moins structurés, plus ou moins reconnus, institutionnalisés, ou à l'inverse clandestins, partageant les mêmes orientations stratégiques ou tactiques. La notion de « fraction » est en général péjorative, utilisée par ceux qui entendent stigmatiser ces regroupements.

Dans une conjoncture donnée, on parlera tantôt de fractions, tantôt de tendances, tantôt de courants de pensée ou de sensibilités.

A la Libération, après l'action menée en commun dans la Résistance et devant les attentes unitaires du monde du travail, Benoît Frachon et les ex-unitaires d'un côté (qui ont continué de faire paraître La vie ouvrière dans la clandestinité), Léon Jouhaux et les ex-confédérés de l'autre (qui sortent en août 1943 un journal, Résistance ouvrière) se rejoignent à nouveau au sein de la CGT. Avec une donnée nouvelle, de première importance : le rapport des forces qui existait dans l'entre-deux-guerres est dorénavant inversé ; les ex-confédérés, alors majoritaires, sont dorénavant et durablement minoritaires. Fin 1945, ils remplacent Résistance ouvrière par Force ouvrière. Le PCF participe au gouvernement dirigé par le général de Gaulle et se mobilise, avec la CGT, derrière la politique de reconstruction du potentiel économique du pays. Ce faisant, ils se heurtent très vite aux syndicalistes révolutionnaires qui se dotent à leur tour, en 1947, d'un bulletin : La Révolution prolétarienne. Ils se heurtent ensuite aux trotskistes, regroupés autour du journal Front ouvrier. Les anarchistes, quant à eux, décident de quitter la CGT pour créer la Confédération nationale du Travail (CNT).

En avril 1947, soutenue dès le départ par des militants trotskistes, chrétiens, anarchistes et socialistes, une grève éclate chez Renault. Le gouvernement, auquel participent des ministres communistes, condamne cette grève. Les députés communistes refusant de voter la confiance au gouvernement sur sa politique salariale, le président du Conseil des ministres, Paul Ramadier, se sépare des ministres communistes. On entre dans la guerre froide. La rupture est consommée entre le PCF et le pouvoir. Une nouvelle scission syndicale intervient en décembre, avec la création de la CGT-FO.

Qu'il s'agisse des années où s'enracine la République, de l'entre-deux-guerres ou de l'immédiat après-guerre, que l'on considère les forces politiques et syndicales défendant une orientation modérée et réformiste, ou celles qui se rallient à une orientation révolutionnaire, l'organisation de débats politiques autour de tendances structurées et durables au sein d'une organisation est difficilement compatible avec le maintien de son unité.

L'issue la plus fréquente de ces débats est la scission.

Une première parade consiste à se réclamer du centralisme démocratique pour refuser de tolérer la présence de tendances durables, que ce soit dans un cadre reconnu, autour par exemple d'une revue, ou a fortiori dans un cadre clandestin. On dénoncera les fractions. Le risque se déplace alors : les enjeux du débat interne risquent d'être monopolisés par l'appareil et de dégénérer en procès de personnes, sans que l'ensemble des militants soit en mesure de se prononcer autrement qu'en ratifiant les positions défendues par ceux qui contrôlent cet appareil. La dénonciation des attitudes fractionnelles

permet à la fraction au pouvoir dans l'appareil de se perpétuer à sa tête. Le centralisme démocratique pratiqué par le PCF dans les années 50-60 illustre bien cette déviation, avec des procès en cascade, où les procureurs d'aujourd'hui seront les accusés de demain. Une partie des étudiants communistes ainsi exclus en 1965 – parce qu'ils contestent le ralliement du Parti à la candidature de François Mitterrand pour l'élection présidentielle – seront à l'origine de l'actuelle Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Les militants de la LCR échoueront dans leurs tentatives pour structurer une opposition interne à la direction confédérale de la CFDT. Le PCF n'a pas le monopole de la pratique des purges successives. On la retrouve dans les années 70-80 chez les trotskistes « lambertistes » de l'Organisation communiste internationaliste (OCI, aujourd'hui élargie au Parti des travailleurs). Les lambertistes prônent l'entrisme clandestin dans les partis réformistes – l'évocation récente du passé politique de Lionel Jospin a mis en lumière leurs tentatives pour infiltrer le PS – , dans les syndicats comme la CGT, l'UNEF, ou la Franc Maçonnerie. Dernière branche du trotskysme enfin : Lutte ouvrière (LO), qui privilégie l'entrisme à Force ouvrière. Ces tentatives donnent généralement lieu à des tractations secrètes entre les dirigeants qui en ont l'initiative et les dirigeants des organisations infiltrées, à des échanges de bons procédés entre les uns et les autres qui échappent à tout contrôle des militants.

La tradition social-démocrate constitue une autre réponse, illustrée en France par le PS. La reconnaissance de l'existence des « courants de pensée » à l'intérieur du PS, sanctionnée par ses statuts avec l'adoption d'une représentation proportionnelle des différents courants dans les instances de direction du parti, renvoie d'abord aux conditions mêmes de sa naissance à Epinay en 1971. A l'issue du congrès d'Epinay, le nouveau Parti socialiste résulte de l'alliances des conventionnels de François Mitterrand, d'une partie des anciens SFIO regroupés derrière Gaston Defferre et Pierre Mauroy, et des militants du CERES conduits par Jean-Pierre Chevènement, Didier Motchane et Georges Sarre. Organisé en courant et disposant d'un bulletin, Volonté socialiste, le CERES s'allie dans un premier temps du congrès à la direction sortante, pour repousser une proposition de recours au scrutin majoritaire pour l'élection des instances dirigeantes. Dans un second temps, il se rallie à Gaston Defferre, Pierre Mauroy et François Mitterrand, permettant à ce dernier de prendre la direction du parti.

En octobre 1974, après la campagne présidentielle de François Mitterrand, les « Assises du socialisme » entérinent l'élargissement du PS, avec l'arrivée de militants du PSU derrière Michel Rocard (qui se dotent d'une revue, successivement Faire, Intervention et Convaincre) et celle de militants venant de la CFDT. Dans les années 90 encore, de nouveaux courants ou « sous-courants » apparaissent, animés par d'anciens trotskistes comme Julien Dray et Jean-Luc Mélanchon, autour de la revue La nouvelle école socialiste, par Lionel Jospin, avec Idées et Actions, par Laurent Fabius ou par Martine Aubry.

A la différence des exemples historiques précédents – et exception faite de ceux des anciens CERES qui quitteront le PS pour créer autour de Jean-Pierre Chevènement le Mouvement des citoyens (MDC) – ces courants se sont enracinés plus ou moins durablement dans le Parti, et ne donnent pas lieu à des scissions. Plusieurs raisons expliquent cela. L'habileté politique de François Mitterrand au départ et son équation personnelle de rassembleur, produit de ses campagnes présidentielles de 1965 et 1974. La représentation proportionnelle des courants minoritaires jusqu'à un niveau élevé de l'appareil (au sein du Comité directeur, le parlement du parti, et au sein de la Commission des résolutions, à l'occasion des congrès) évite ensuite leur marginalisation et d'éventuelles tentations scissionnistes. On hésitera enfin d'autant plus à quitter le PS que celui-ci est devenu un parti de gouvernement, avec les retombées que cela suppose pour ses responsables en termes de gratifications matérielles ou symboliques – démultipliées à l'intérieur de chaque courant - et de désignation à la candidature pour des charges électives.

Ce fonctionnement interne du PS a évité les scissions en cascade et permet de ratisser large, mais il n'est pas sans inconvénients en matière de débat démocratique. Le recours systématique à la proportionnelle et la diversité qu'elle institutionnalise, combinée avec une direction homogène au sommet (le secrétariat) favorise l'ambiguïté, chacun pouvant s'identifier tantôt aux prises de position du Parti en tant que tel, tantôt à celles de son courant. Par ailleurs, le fonctionnement même de ces courants, fortement centralisé et personnalisé autour de leaders, est certes un facteur de fluidité qui évite que les clivages se figent ; en revanche, c'est aussi un facteur d'opportunisme : les courants se situeront, face à la direction du parti, tantôt dans la majorité tantôt dans



l'opposition, en fonction des jeux d'alliances conjoncturelles de ces leaders au sein de l'appareil, plutôt qu'en référence à des convergences ou des divergences programmatiques de fond.

Pluralisme et démocratie.

Quels que soient les exemples retenus, on voit qu'il n'y a pas de recettes miracles : aucune procédure institutionnalisée ne peut garantir durablement l'expression du pluralisme et l'existence de débats démocratiques. Ceux-ci n'existent que si ils reflètent la diversité des attentes et des interrogations que se posent les citoyens ordinaires et la société.

Le débat démocratique est parcouru de tensions permanentes entre des exigences contradictoires qui, à des degrés divers, traversent chacun d'entre nous.

Tension fondamentale d'abord entre le champ des possibles et l'utopie ou l'attente de la Révolution à venir, entre ceux qui d'un côté assument les responsabilités du pouvoir dans le cadre des équilibres socio-économiques existants et ceux qui, de l'autre, n'exercent pas le pouvoir mais entendent faire pression sur lui pour qu'il prenne en compte les besoins et les aspirations de certains groupes sociaux. Entre les uns et les autres, des compromis seront élaborés, qui reflètent en général les rapports de forces en présence. Mais de compromis en compromissions, la marge de manœuvre est étroite.

Tensions ensuite entre les attentes immédiates de la population et des objectifs de transformations sociales. La satisfaction des premières peut appeler des réformes qui aboutissent en définitive à consolider le système en place, sans rien changer au fond. La non-prise en compte de ces attentes immédiates risque en revanche de ne pas être comprise par l'opinion, de la démobiliser. La répartition organisationnelle des tâches entre syndicats et partis, que ce soit dans une perspective léniniste ou dans une perspective social-démocrate, n'a jamais réussi à éliminer cette contradiction, inhérente à toute entreprise de transformation sociale.

Tensions encore entre l'expertise et l'approche politique des problèmes. Dans nos sociétés qui vivent une véritable révolution scientifique et technologique, l'expertise est une nécessité, ne serait-ce que si l'on veut être crédible. La spécialisation des connaissances s'opère toutefois au prix d'une fragmentation accrue des approches qui risquent ainsi de passer à côté d'une réalité qui ne saurait se réduire à telle ou telle de ses dimensions. La critique de la mondialisation néo-libérale ne peut par exemple dissocier les rôles complémentaires des Etats nationaux et des instances internationales comme le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, mais aussi le BIT et les différentes agences de l'ONU.

Tensions entre les identités militantes – d'autant plus soudées autour d'histoires communes, de rituels et de langages partagés qu'elles restent minoritaires – et la diversité identitaire de l'ensemble de la population, tant sur le plan économique et social, que culturel et générationnel. Le recours à « la langue de bois » est une tentation récurrente des militants, qu'ils se veuillent révolutionnaires ou simplement gestionnaires de l'ordre social existant.

Tensions enfin entre l'activisme forcené de certains, et l'attentisme ou l'engagement modéré du plus grand nombre de nos concitoyens, qui risque d'exercer un effet dissuasif auprès de ces derniers.

Reconnaître ces tensions, ces contradictions, ne doit pas conduire à baisser les bras, bien au contraire. Elles sont inhérentes à la vie, et la nécessité de leur prise en charge et de leur dépassement constitue le moteur d'une action de transformation sociale véritablement démocratique. L'Histoire du XX ème siècle le montre : ce dépassement passe moins par la constitution d'une « avant-garde éclairée », de « minorités agissantes » pratiquant l'entrisme dans des organisations de masse, que par la restauration du débat public et l'extension et la mobilisation du plus grand nombre dans une citoyenneté active. C'est la conviction et le travail d'une organisation comme Attac, parmi d'autres.

Jacques Capdevielle

Seule la poésie peut nous sauver après le 11 septembre

Par Starhawk

Au beau milieu de la marche anticapitaliste à Washington DC le mois dernier, je me suis trouvé nez à nez avec un cordon de police qui tentait de repousser la foule. J'étais face à une policière en colère, mais très petite, de sorte que dans mon cas c'était matraque contre poitrine. "Reculez, reculez !" criait-elle, mais notre ligne ne cédait pas. Je lui ai expliqué



calmement et, il me semble, très raisonnablement, que nous n'allions pas reculer, parce que nous n'avions nulle part où aller.

Je pense à cet instant comme une métaphore du point où en est aujourd'hui ce que j'aime appeler le mouvement pour une justice mondiale. Nous faisons face à un déploiement de forces qui nous dit de reculer, de nous disperser, de quitter la scène. Les forces de l'Etat, les médias, tous les pouvoirs qui soutiennent les multinationales capitalistes aimeraient nous voir partir.

Mais nous n'avons nulle part où aller.

Nous n'avons nulle part où aller parce que les conditions contre lesquelles nous luttons n'ont pas disparu. Les disparités entre riches et pauvres ne se sont pas atténuées, les tentatives des entreprises pour conforter leur hégémonie n'ont pas cessé, l'environnement ne s'est pas miraculeusement réparé et nos systèmes économiques et sociaux ne sont pas tout à coup devenus viables. Nous sommes à bord du Titanic ; nos efforts pour dérouter le bateau viennent d'être détournés et nous fonçons à toute vapeur dans l'iceberg.

Nous ne pouvons pas nous permettre le luxe de reporter l'action à un moment plus favorable. Il faut que le mouvement continue d'aller de l'avant.

Comment faire face à la répression accrue et à une forte opposition potentielle du public ?

I. Tenir bon : D'abord, nous ne cédons pas à la panique et nous tenons bon. La peur sévit pour l'instant, et les autorités ne ménagent pas leurs efforts pour accroître cette peur et en jouer. Si le grand public peut craindre d'autres attaques terroristes, nous, dans le mouvement, craignons tout autant et même plus ce que nos gouvernements pourraient faire pour restreindre les libertés civiles et cibler les dissidents. Mais d'une manière ou d'une autre, la peur est la meilleure arme de contrôle social dont disposent les autorités. Lorsque nous avons peur, nous n'absorbons pas les informations, nous sommes incapables de voir ou d'évaluer clairement une situation et nous prenons de mauvaises décisions. Il est plus facile de nous contrôler.

Nous pouvons apprendre à reconnaître la peur, dans notre corps, dans nos réunions, dans nos échanges. Lorsque la peur est là, arrêtez-vous un instant, respirez profondément et faites un effort conscient pour l'écarter. Puis demandez-vous "Que ferions-nous dans cette situation si nous n'avions pas peur ?" En partant de ce point de vue, nous pouvons faire des choix fondés sur une prudence raisonnable, mais aussi sur une vision.

II. Admettre le chagrin : Les attentas du 11 septembre nous ont tous plongés dans un profond chagrin. Nous avons dû faire face au terrible pouvoir qu'a la mort de faire intrusion dans nos vies, de nous marquer au fer rouge de la douleur et de la perte, de modifier l'ordre de nos priorités et de perturber nos projets, de nous rappeler que nous sommes vulnérables et mortels.

Notre devoir politique est de parler aux profondeurs de ce chagrin, non de le dissimuler ou de le banaliser ou de promouvoir des programmes dépassés. Si nous nous contentons de parler aux gens à travers des mégaphones en recyclant la politique, les slogans et le langage des années 60, nous sommes condamnés à l'échec. Le mouvement que nous devons construire aujourd'hui, les possibilités de transformation qui pourraient naître de cette tragédie doivent parler au cour du chagrin que nous partageons par delà les positions politiques.

Un grand trou s'est déchiré dans le cour du monde. Ce que nous devons faire aujourd'hui n'est pas de fermer la blessure, mais d'oser la regarder au plus profond d'elle-même. Pour comprendre ce chagrin, nous devons affronter la possibilité qu'il était là en nous avant le 11 septembre, que la violence et la mort qui ont frappé ce jour là ont libéré un flot de deuil latent. A un certain niveau, oui, nous avons pleuré les victimes et leurs familles, la destruction de lieux familiers et la perturbation de nos modes de vie. Mais à un niveau plus profond, peut-être que beaucoup d'entre nous déploraient déjà, consciemment ou non, l'absence de lien et de sens communautaire dans la société qui a construit ces tours, la coupure d'avec la nature qu'elles représentaient, le recul de la nature, les barrières érigées aux possibles et le resserrement de nos espaces de vie. Ce chagrin figé, transmué en rage, a nourri nos mouvements, mais nous ne sommes pas les seuls à le ressentir. Avec le chagrin vient aussi une crainte plus profonde que la terreur engendrée par l'attaque elle-même. Car ces tours représentaient le triomphe de l'homme sur la nature. Plus grandes que nature, construites pour résister au feu, elles étaient le Titanic de notre époque. Le fait qu'elles aient brûlé et qu'elles soient tombées si vite signifie que toute la superstructure sur laquelle nous comptons



pour atténuer les effets de la nature et assurer notre confort et notre sécurité était faillible. Et sans elle, la majorité d'entre nous ne savent comment survivre.

Nous savons, au plus profond de nous mêmes, que nos technologies et nos économies ne sont pas viables, que la nature est plus forte que nous, que nous ne pouvons toucher impunément aux écosystèmes et que nous créons un tel désespoir dans le monde qu'il ne peut qu'éclater au grand jour, pleurer et se déchaîner. La chute des tours était une icône du moment prochain où nous devrons payer l'addition, un moment que nous craignons mais anticipons secrètement.

Le mouvement que nous devons bâtir aujourd'hui doit s'adresser à l'intégralité de la perte, de la peur, et pourtant être porteur d'espoir. Nous devons admettre l'existence de puissantes forces de chaos et d'incertitudes et pourtant affirmer que du chaos peut venir la destruction, mais aussi la créativité.

III. Elaborer un nouveau langage politique : Face à l'ampleur de la perte, et la réalité crue de la mort, les mots sont insuffisants. "Que dire à quelqu'un qui vient de perdre son frère dans les tours ?" me demande un militant new-yorkais. "Comment lui parler ? " Le langage de l'abstraction ne fonctionne pas . L'idéologie ne marche pas. Juger et harceler et faire honte et blâmer ne peut réellement contacter la profondeur de cette perte. Seule la poésie peut contacter le chagrin. Seuls les mots qui véhiculent ce que nous voyons, sentons, goûtons et touchons de la vie peuvent nous toucher.

Pour cela, nous devons élaborer un nouveau langage du mot et de l'action. Nous, à gauche, pouvons être tout autant attachés à certains mots et formes politiques qu'un catholique a pu l'être à la messe en latin. Nous proférons des paroles incantatoires - "impérialisme", "anticapitaliste", "non-violence" ou même "paix" - avec une ferveur quasi religieuse, comme si seuls les mots pouvaient porter des coups dans la lutte.

Ces mots sont utiles et ils ont un sens. Mais ils sont comme le cliché vers lequel se tourne le mauvais poète. Ils sont la première réponse facile qui nous libère de l'effort de l'expression vraie. Ces derniers temps, j'entends certains de mes amis politiques dire "Je ne peux pas me rendre à un nouveau meeting. Je ne supporte plus d'entendre une fois de plus quelqu'un me dire sur le mode de la colère ce que sont les réponses." Mais que se passerait-il si, au milieu de nos meetings, nous nous arrêtions pour dire "Mais vous savez, ces questions sont complexes et nombre d'entre nous ont des sentiments partagés ; prenons un peu de temps pour que les personnes ici présentes puissent se parler au lieu d'écouter un nouveau discours". Si nous pouvions reconnaître certaines de nos ambiguïtés, nous découvririons peut-être que nous sommes plus proches que nous ne le croyons de cette écrasante majorité de partisans de la guerre, qui en réalité, ont peut-être eux-mêmes des sentiments partagés.

IV. Proposer nos propres alternatives à la guerre de Bush : Qualifier les attaques de septembre d'acte de guerre et non d'acte criminel n'a fait que donner de la dignité à leurs auteurs. En allant en guerre, nous nous sommes transformés en agence de recrutement de Ben Laden, qui s'aliène rapidement l'ensemble du monde musulman. En bombardant l'Afghanistan, nous apparaissons comme des gangsters au monde musulman (et à tous les autres qui ont un cour et de la raison) et avons engendré des milliers d'ennemis potentiels prêts à mourir. En empêchant les camions humanitaires de livrer d'importants stocks alimentaires avant l'hiver, les bombardements menacent d'imposer la famine à sept millions d'Afghans.

Quoi qu'en disent les sondages et les médias, je ne pense pas que la majorité de la population américaine brûle de faire couler le sang afghan. Ce que j'entends encore et encore, c'est une même complainte répétée "Il faut faire quelque chose". Le programme de Bush est le seul qui nous ait été présenté. Les attaques sont réelles et dévastatrices ; se contenter d'appeler à la "paix" et de chanter les "protest songs" des années 60 est inadapté à leur gravité. Si nous nous opposons à la guerre de Bush, il nous faut une autre solution claire.

Diplomatie n'est pas synonyme de faiblesse. Etre diplomate, c'est être plus malin que l'opposition, et pas seulement mieux armé, et ce n'est pas non plus se contenter d'émettre des ultimatums appuyés par des bombes. Il s'agit en réalité de comprendre quelque chose de la culture du peuple avec lequel vous négociez. C'est négocier, proposer une carotte en même temps qu'un bâton, être prêt à laisser l'autre partie s'en sortir sans subir une humiliation totale. Si l'objectif de la guerre est vraiment de mettre la main sur Ben Laden, et bien les Talibans ont proposé de le livrer à un pays tiers. Ce pourrait être le moment pour nous de

changer de politique, de négocier, de travailler avec les institutions internationales et l'ONU et de les renforcer, de commencer à livrer une aide humanitaire massive et significative à la région. L'une de ces actions ou toutes accroîtraient bien plus notre sécurité à long terme que notre présente ligne d'action.

V. Révéler les objectifs réels de la guerre : Nous avons à peu près autant de chances d'engager les actions que je viens de citer que j'en ai moi de me voir proposer un poste dans l'Administration Bush. Tout montre que Bush veut une guerre pour établir l'hégémonie des Etats-Unis en Asie centrale et orientale, pour prévenir une alliance asiatique qui pourrait opposer nos intérêts aux leurs, pour prendre le contrôle des riches ressources pétrolières d'Asie centrale et fournir un passage sûr pour notre oléoduc à travers l'Afghanistan, pour détourner l'attention du manque de légitimité de sa présidence, pour mettre en ouvre l'intégralité du programme de la droite. Nous devons continuer à informer le public de ces objectifs et des conséquences réelles de la guerre. Pour cela, nous devons parler aux gens, pas seulement dans les meetings et les séminaires, mais dans nos quartiers, au travail, dans nos écoles, dans l'autobus, dans la rue, dans les talk-shows, avec nos familles. Il nous est parfois plus facile de foncer dans un cordon policier anti-émeute que d'exprimer une opinion impopulaire là où nous vivons, mais nous devons le faire et apprendre à le faire calmement et efficacement.

Et puisque nous parlons de la guerre, nous devons établir les liens avec les thèmes plus larges sur lesquelles nous travaillions avant le 11 septembre. La guerre peut être une ouverture pour contester le racisme et mettre en lumière le rôle historique des Etats-Unis en matière d'entraînement, d'armement et de soutien aux terroristes, dont Ben Laden et les Talibans. A l'époque du terrorisme, une économie entièrement basée sur des transports longue distance à base de pétrole est-elle raisonnable (d'autant qu'elle ne l'était pas avant) ? Les alertes à l'anthrax sont l'occasion parfaite de mener campagne pour une vraie sécurité domestique sous forme d'un système de santé public bien financé, de lits d'hôpitaux et de soins médicaux, de soutien aux producteurs alimentaires locaux, de développement des énergies alternatives, etc. La droite s'est servi des attaques et de la guerre pour justifier son programme, mais avec un petit peu de judo politique, nous pouvons redessiner l'image qu'ils donnent de la réalité.

VI. Développer notre vision : Le désespoir engendre le fondamentalisme, le fanatisme et le terrorisme.

Un monde d'abondance réellement partagée serait un monde plus sûr.

Les politiques des multinationales capitalistes n'ont pas donné vie à ce monde. Elles ont été éprouvées et ont démontré leurs insuffisances. Nous devons les remplacer par notre vision à nous.

Le mouvement pour la justice mondiale a souvent été accusé de ne pas savoir ce qu'il veut. En réalité, nous savons bien les grands contours de ce que nous voulons même si nous avons de multiples idées quant à la manière d'y parvenir. Je peux vous le présenter en cinq paragraphes courts.

Nous voulons que les entreprises soient ancrées dans les communautés et responsables à l'égard des communautés et des générations futures. Nous voulons que les producteurs assument la responsabilité des coûts sociaux et écologiques réels de ce qu'ils produisent.

Nous disons qu'il y a un patrimoine commun qui doit être protégé qu'il y a des ressources qui sont trop vitales pour la vie, trop précieuses ou sacrées pour être exploitées pour le profit d'une poignée d'individus, y compris les choses indispensables à la vie : l'eau, les terres traditionnelles et les terres cultivées, le patrimoine collectif de la diversité écologique et génétique, le climat de la terre, l'habitat des espèces rares et des cultures humaines menacées, les lieux sacrés et notre savoir culturel et intellectuel collectif.

Nous disons que ceux qui travaillent ont droit, au minimum, à la sécurité, à une juste rémunération qui leur permette de vivre en conservant l'espoir et la dignité, et au pouvoir de déterminer leurs conditions de travail.

Nous disons qu'en tant qu'humains, nous sommes collectivement responsables du bien-être des autres, que la vie est pleine d'incertitudes, de malchance, de blessures, de maladie et de pertes et que nous devons nous aider les uns les autres à supporter ces pertes, donner généreusement et gracieusement les moyens à tous d'avoir de la nourriture, des vêtements, un abri, des soins médicaux, une éducation, et la possibilité de réaliser nos rêves et aspirations. Alors seulement, notre sécurité sera réelle.



Nous disons que la démocratie suppose que les peuples aient une voix dans les décisions qui les concernent, notamment les décisions économiques.

VII. Elaborer notre stratégie : Nous pourrions commencer par reconnaître que notre stratégie a rencontré de multiples succès depuis deux ans. Depuis Seattle, ce que nous avons fait est de nous opposer à chaque sommet, pour attirer l'attention sur les institutions de la mondialisation qui fonctionnaient essentiellement dans le secret, et les discréditer. Les systèmes échouent lorsqu'ils font face à une crise de légitimité, lorsqu'ils ne parviennent plus à inspirer confiance et à obtenir le l'adhésion. Notre stratégie devrait continuer d'ouvrer à créer cette crise pour les institutions qui soutiennent les multinationales capitalistes. Dans l'intervalle, malgré les apparences, le gouvernement est peut-être déjà en train de créer cette crise à lui tout seul. Car en dernier ressort, rien ne discrédite plus vite un gouvernement que son incapacité d'assurer la sécurité physique et économique de son peuple.

Maintenant, nous devons élargir notre stratégie et la rendre plus complexe.

Contester les sommets lorsque et où nous le pouvons, mais peut-être avec de nouvelles tactiques qui personnifient clairement les alternatives que nous représentons.

Tourner davantage notre attention vers l'organisation locale, en apportant les questions mondiales à la maison et en faisant de l'organisation et du militantisme un processus continu. Et trouver des moyens de rendre le processus aussi passionnant que certaines des actions mondiales de grand envergure.

Trouver les moyens de connecte les questions et actions locales au niveau régional et mondial.

Commencer à élaborer les alternatives : entreprises économiques construites sur de nouveaux modèles, systèmes de gouvernance à démocratie directe comme les conseils de quartier ou la gestion participative des bassins versants, tout l'éventail des solutions, des coopératives d'énergies alternatives aux jardins familiaux en passant par les monnaies locales. Chercher les moyens qui permettraient à ces alternatives de déligitimer le statu quo.

VIII. Nous organiser ouvertement : Lorsque la répression se fait plus forte, le meilleur moyen de résister est de ne pas se cacher, mais de devenir encore plus ouverts dans notre organisation et nos communications. Plus elles seront visibles, plus il sera difficile de nous cataloguer comme terroristes. Plus ils photographient de visages lors des meetings et des manifestations, moins chaque visage aura de l'importance. Plus ils recueilleront d'informations, moins ils seront capables de les recouper, de les analyser et d'en dégager le sens. Et s'ils lisent mon courrier électronique, et bien qu'ils le fassent. Quelqu'un doit le faire de toute façon, et je n'ai pas le temps de tout lire tout seul. Peut-être pourrais-je payer à l'un deux un petit quelque chose pour qu'il le trie et m'envoie une synthèse des points les plus importants.

La culture de la sécurité doit être si bonne que vous faites mieux que la CIA, sinon elle donne l'impression que vous avez quelque chose à cacher et attire l'attention des autorités. Et il est alors plus difficile de mobiliser, d'éduquer et d'inspirer les gens. Oui, il y a des actions dont le succès dépend de l'effet de surprise, mais avec un peu de ruse, nous pouvons trouver les moyens de le faire dans un environnement fondamentalement ouvert. "Et ce soir, le contact de chaque groupe d'affinités reçoit une enveloppe scellée ; ouvrez-la demain matin à cinq heures et elle vous donnera deux points de rendez-vous pour votre manifestation. Décidez à pile ou face celui auquel vous vous rendrez."

IX. Faire que nos actions comptent : L'action politique pourrait bien devenir plus coûteuse dans les prochains mois et dans les années à venir. Cela signifie seulement que nous devons planifier et exécuter nos actions avec plus de précision et de réflexion. La plupart d'entre nous sont prêts à prendre des risques dans ce travail et à faire des sacrifices s'il le faut, mais personne ne veut se sacrifier pour quelque chose de dénué de sens ou d'idiot. Nous ne pouvons plus nous permettre des actions planifiées dans l'à-peu-près, mal réfléchies, qui n'accomplissent rien et croyez-moi, j'ai fait plus que ma part de ce genre d'actions. Nous ne devrions jamais faire une action qui suppose des risques importants si nous n'avons pas réfléchi aux cinq points suivants :

1. Notre intention est clairement définie - voulons-nous sensibiliser l'opinion publique, délégitimer une institution, influencer un individu, mettre fin à une injustice immédiate ?

2. Nous avons un objectif clair et nous le comprenons - essayons-nous de mettre fin à



une réunion, de livrer une pétition, de faire pression sur un fonctionnaire pour qu'il accepte de nous rencontrer, de fournir un service ? Qu'essayons-nous de communiquer, à qui et comment ? A quoi ressemblerait la victoire ?

3. Nous nous assurons que nos actes, les symboles que nous utilisons, l'objectif que nous choisissons et la tactique que nous employons reflètent nos intentions et objectifs. Nous résistons à la tentation de faire des choses qui n'ont pas de rapport avec notre objectif et risquent de nous en détourner.

4. Nous avons une stratégie de sortie. Comment allons-nous terminer l'action ? Comment allons-nous sortir une fois entrés ?

5. Nous nous sommes assurés de pouvoir bénéficier d'un soutien légal, médical, politique après l'action, et de pouvoir nous adresser à des gens prêts à manifester leur solidarité si nécessaire.

X. Utiliser des tactiques adaptées à la nouvelle stratégie et à la situation : Nous sommes tous en train de repenser notre tactique à la lumière de la situation présente. Nous débattons souvent des tactiques en termes de moralité - est-il juste ou injuste, violent ou non violent, de relancer une grenade lacrymogène dans un cordon policier ? De casser une fenêtre ? Nous ferions mieux de nous demander "Cette tactique soutient-elle nos objectifs ?" et "Fonctionne-t-elle vraiment ?" Les partisans des tactiques très axées sur la confrontation, qu'il s'agisse de casse ou de se battre avec les policiers, tentent généralement de porter des coups contre le système. Mais pour l'heure, le système a reçu un coup bien plus sévère que nous ne pourrions l'imaginer et vacille vers le fascisme, et non la libération. Dans le climat présent, ce type d'action a toutes chances d'avoir l'effet inverse et de conforter la légitimité du système.

De nombreuses tactiques non violentes classiques sont conçues pour renforcer le contraste entre eux et nous, pour revendiquer une morale élevée et montrer du doigt la violence du système. Mais nombre de ces tactiques ne fonctionnent plus comme avant. Les tactiques statiques, passives deviennent ennuyeuses et perdent leur effet. Les arrestations arbitraires, symboliques, ne semblent plus impressionner le public par notre noblesse de cour et notre engagement, pour autant qu'on les remarque. Les arrestations de masse peuvent servir à justifier la violence policière, même lorsque les personnes arrêtées étaient complètement pacifiques. Lorsque la police coopère pour rendre l'arrestation facile et peu risquée, le processus confirme, au lieu de remettre en question, la puissance de l'Etat. Lorsqu'elle ne le fait pas, même les actions symboliques se paient cher en temps de prison et de liberté surveillée. Le prix en vaut peut être la chandelle, mais nous ne pouvons le payer qu'un certain nombre de fois dans la vie ; nos choix doivent donc être réfléchis et stratégiques.

Il nous faut une nouvelle grammaire tactique, qui soit efficace, visionnaire, "confrontationnelle", sans pouvoir être lue comme proto-terroriste, et qui favorise une crise de légitimité du système. Il nous faut aussi une tactique et des actions qui préfigurent le monde que nous voulons créer, mais qui le fassent de manière incisive. Voici quelques unes de celles que nous utilisons déjà et qui pourraient encore être développées :

Tactique de rue fluide et mobile : Des groupes comme Art and Revolution, Reclaim the Streets, les Pink Blocs de Prague et de Gênes et Rivière Vivante au Québec ont apporté l'art, la danse, les percussions, la créativité et la mobilité aux actions de rue et développé une tactique de rue fluide et mobile. Ces actions ne visent pas à l'arrestation (bien que celle-ci puisse être la conséquence des actions), ni les confrontations avec la police, mais à accomplir un objectif : revendiquer un espace et le redéfinir, perturber le train-train, etc., tout en incarnant la joie de la révolution que nous tentons de faire. A Toronto le 16 octobre, des colonnes dansantes de personnes ont réussi à perturber le quartier financier malgré une présence policière très tendue. Le Pink Bloc a traversé les cordons policiers en dansant. Le Pagan Cluster à Québec et à Washington DC a réussi à exécuter des rituels de rue au milieu de situations dangereuses, en permettant la participation de personnes aux besoins de sécurité très divers. Les Fogtown Action Avengers à San Francisco ont accompli un rituel public qui a détourné la police d'une perturbation surprise de la bourse effectuée par un groupe d'affinités déguisés en Robins des bois.

Revendiquer l'espace : Reclaim the Streets choisit une intersection, y apporte une sono et des divans et organise une grande fête. Une Zone autonome temporaire est un espace que nous investissons et dans lequel nous donnons l'exemple du monde dans lequel nous voulons vivre, avec de la nourriture gratuite, des soins, l'éducation populaire, un marché vraiment libre où les produits sont donnés ou échangés, des



ateliers, des conversations, des sports, du théâtre.

Services de rue et services alternatifs : des groupes comme Food Not Bombs nourrissent directement les sans-abri depuis des décennies. L'une des actions directes les plus réussies auxquelles j'ai jamais participé a été un groupe appelé Prevention Point qui a inauguré l'échange d'aiguilles dans la rue pour les drogués afin d'empêcher la propagation du SIDA. A Washington DC en septembre, pendant la Zone autonome temporaire de la convergence anticapitaliste et la marche pour la paix du dimanche, le Pagan Cluster a mis en place un Espace de guérison des émotions proposant conseils, massages, nourriture, eau et services de guérisseurs. Les centres IndyMedia assurent une couverture alternative de l'information et posent un puissant défi aux groupes de communication. Les services médicaux et légaux que nous offrons dans le cadre d'une action pourraient être développés. Des jardiniers guérilleros pourraient être mobilisés de manière inédite. Imaginez un rassemblement qui laisserait derrière lui une collectivité transformée par des jardins familiaux, le traitement des sites toxiques, des élevages de vers de terreau et des rues plantées d'arbres fruitiers.

Education populaire : L'un des intérêts des rassemblements de masse est l'éducation et la formation que nous avons pu assurer les uns aux autres, des séminaires sur l'économie mondiale aux cours d'escalade. Presque tous les Sommets ont eu leurs contre-sommets. La plupart d'entre eux ont suivi dans les grandes lignes le format d'une conférence conventionnelle avec des intervenants s'adressant à un public ou animant le débat. Mais on pourrait y intégrer bien plus de manières interactives et créatives d'enseigner et d'apprendre : jeux de rôles, conteurs, conseils. Nous pourrions organiser une simulation géante de réunion dans laquelle les gens joueraient le rôle des délégations et se débattraient avec les questions sur la table, mais en partant de nos propres valeurs. Les gens ont envie de parler de la guerre, de leurs craintes et de leurs convictions et de leurs opinions. Les Zapatistes nous donnent l'exemple du processus consultatif qui consiste à aller vers les gens pour tout à la fois écouter leurs préoccupations et les mobiliser. Nous pourrions interrompre les discours dans les meetings pendant dix minutes pour que les gens puissent se parler. Ou nous pourrions nous passer totalement des discours et demander à la place à des groupes d'animer des discussions en petits groupes sur leurs problèmes et tactiques, organiser des formations brèves, proposer des jeux, des danses ou des rituels. Et nous pourrions développer des moyens de créer des Conversations publiques instantanées sous forme d'actions et d'éducation. Les caravanes peuvent apporter la discussion et l'éducation hors des centres urbains et pourraient représenter les énergies et les solutions de substitution, avec des moteurs carburant à l'huile végétale, des panneaux solaires pour faire marcher les sonos.

Ce ne sont là que quelques idées qui peuvent stimuler notre réflexion et réveiller notre créativité.

XI. Nous ressourcer : Les temps sont durs. Nombre d'entre nous militent depuis longtemps et entrevoient maintenant la possibilité que nos victoires politiques chèrement gagnées soient renversées. La peur et la perte nous entourent et de nombreuses forces sont à l'ouvre pour essayer de nous isoler, de nous marginaliser et de nous ôter tous pouvoirs. Au mieux, la tâche qui nous attend paraît colossale.

Si nous voulons poursuivre ce travail et retrouver notre élan, nous devons prendre le temps de nous reposer, d'aller dans ces endroits à la sauvegarde desquels nous consacrons tant d'efforts et nous ouvrir à leur beauté, de recevoir le soutien et l'amour des communautés pour lesquelles nous travaillons. Nous devons nourrir nos échanges les uns avec les autres, ne pas offrir seulement une solidarité politique, mais aussi de la chaleur humaine et de l'attention. La mort et la perte réorganisent nos priorités, nous montrent à quel point nous avons besoin des autres, et nous rendent plus facile la tâche de laisser tomber certaines des choses sans importance qui interfèrent avec nos liens véritables.

De nombreux militants n'ont pas confiance dans la religion et la spiritualité, souvent à juste titre. Mais chacun de nous participe à ce mouvement parce que quelque chose est sacré pour nous - sacré dans le sens où ce quelque chose est plus important que notre confort ou notre commodité, qu'il détermine toutes nos autres valeurs, que nous sommes prêts à prendre des risques à son service. Peut-être n'est-ce pas Dieu, ni une déesse ou une déité, mais la foi dans la liberté, ce que nous ressentons à l'ombre d'un grand chêne ou à la vue d'un oiseau qui s'envole, un profond attachement à la vérité ou l'amour d'un enfant. Quel qu'il soit, il peut nous nourrir aussi. Pour les militants qui ont une pratique spirituelle recensée comme



telle, c'est le moment maintenant de la pratiquer réellement. Pour ceux qui n'en ont pas, il est quand même intéressant de prendre le temps de vous demander "Qu'est-ce que je fais de ce travail ? Qu'est-ce qui est le plus important pour moi ? Qu'est-ce qui me nourrit ?". La réponse est peut-être grande et noble, ou petite et ordinaire, le hip-hop ou le dessin à la craie sur les trottoirs. Peu importe, faites-en votre priorité. Faites-le tous les jours, si vous le pouvez, ou au moins régulièrement. Emportez-le avec vous dans vos actions. Laissez-le vous ressourcer lorsque vous être fatigué. Nous avons besoin de vous dans ce combat au long cours, et prendre soin de vous est un moyen de préserver l'une des précieuses ressources du mouvement.

L'objectif des terroristes, qu'ils soient autonomes ou qu'il s'agisse d'Etats, est de remplir tout notre espace mental et émotionnel de peur, de rage, d'impuissance et de désespoir, de nous couper des sources de vie et d'espoir. La violence et la peur peuvent nous fermer à ce et à ceux que nous aimons. C'est alors que nous nous atrophions et mourons. En nous ouvrant en conscience à la beauté du monde, en choisissant d'aimer un autre être ténu et fragile, nous commettons un acte de libération aussi courageux et radical que toute incursion en direction des gaz lacrymogènes.

Nous n'avons nulle part où aller, sauf en avant. Si nous gardons l'espoir et notre vision, si nous osons marcher avec courage et agir au service de ce que nous aimons, les barrières qui nous retiennent céderont, comme l'a fait la police finalement lors de notre marche de Washington. La nouvelle route n'est ni balisée ni répertoriée. Elle est inconnue mais exaltante, dangereuse mais libre. Nous sommes nés pour nous frayer ce chemin, et les grandes puissances de la vie et de la créativité marcheront à nos côtés à la rencontre de cet avenir viable.

Starhawk www.starhawk.org
Première parution attac-newsletter newsletter@attac.org
Traduction Christine Mercier, traductrice bénévole coorditrad@attac.org

L'Amérique doit renoncer à ses dogmes

Par Joseph Stiglitz

Quelques semaines après les attaques terroristes sur New York et Washington, les Américains souffrent encore d'une certaine angoisse qu'ils n'avaient plus ressentie depuis les heures les plus sombres de la guerre froide, tels la crise de la baie des Cochons, à Cuba, ou le blocus de Berlin.

L'économie américaine est vraisemblablement passée d'un ralentissement à une véritable récession. Les Américains sont aussi conduits à repenser leur politique étrangère et à renoncer à l'unilatéralisme qui la caractérisait. Au-delà de ces changements, il en est deux autres aux implications probablement aussi profondes. La fibre communautaire américaine s'est renforcée au sein de la population ainsi que la cohésion sociale, bien plus que cela ne fut le cas ces dernières années, voire ces dernières décennies. Cette révision s'accompagne d'un réexamen tardif sur le rôle de l'Etat. Le sentiment de fierté envers nos sapeurs-pompiers et nos forces de police est largement répandu. Il est de plus en plus évident que nous nous étions perdus en chemin et que nous avions trop eu tendance à mettre l'accent sur nos intérêts personnels matériels aux dépens de l'intérêt commun.

Avec le recul, on ne peut que constater que certaines des actions engagées sous la pression des intégristes de l'économie de marché par les administrations Clinton et Bush se révèlent aujourd'hui particulièrement absurdes. La « privatisation » d'une activité aussi vitale que la sécurité des aéroports n'était pas une démarche raisonnable. Les bas salaires versés aux agents des services de sécurité des aéroports ont entraîné une rotation très élevée des personnels. Les compagnies aériennes et les aéroports en ont certes tiré un meilleur bénéfice à court terme, mais ils en sortent perdants. Le peuple américain aussi, comme nous le découvrons aujourd'hui, horrifiés. L'attitude méprisante de Paul O'Neill, le secrétaire au Trésor de Bush, à l'égard du projet d'accord de l'OCDE sur le blanchiment de l'argent sale et son rejet de ce texte n'étaient pas non plus une bonne démarche.

M. O'Neill a avoué les vraies raisons de son opposition à cette convention : il défendait des intérêts financiers déterminés. Les « centres offshore » n'ont pas été créés par accident. Leur existence trouve son explication à Wall Street et sur les autres places financières mondiales, soucieuses, toutes, de disposer d'arrière-cours, de paradis fiscaux protégés de toute réglementation. Cette hypocrisie se retrouve des deux côtés de l'échiquier politique : alors que l'Amérique en appelait à la transparence sur les marchés émergents à la suite de la crise en Asie du Sud-Est, M. Summers, le dernier secrétaire au Trésor de Clinton, ainsi que M. O'Neill, celui de Bush, ont uni leurs efforts pour protéger les

paradis fiscaux offshore et les fonds qui y sont placés.

D'autres décisions, prises dans le plus grand secret ou en tout cas sans grand débat public, restent tout aussi troublantes. En 1997, les Etats-Unis ont par exemple privatisé l'« Usec ». Rares sont ceux qui savent ce qui se cache derrière ce nom. L'Usec (US Enrichment Corporation) est l'organisme américain chargé de l'enrichissement de l'uranium. Il participe notamment à la production des ingrédients essentiels à la fabrication de la bombe atomique.

Cette institution était également chargée de faire sortir de Russie les matériaux nucléaires des anciens missiles soviétiques afin de les convertir en uranium faiblement enrichi à destination des centrales nucléaires. Une fois la privatisation réalisée, l'Usec avait en fait toutes les raisons d'empêcher le retour de ces matériaux sur les marchés américains, afin d'éviter qu'ils ne provoquent ici une chute des prix... et des bénéfices des opérateurs privés. En tant que président du Conseil des conseillers économiques de Bill Clinton, j'avais compris l'importance du risque que représentait la conservation de ce matériau en Russie : il y avait là une véritable menace de prolifération nucléaire. Il s'agissait d'une question d'intérêt national, mais aussi d'un problème d'ordre général.

Du fait de leur puissance, irrésistible, les entreprises privées, soucieuses d'abord et avant tout de réaliser des profits, l'avaient pourtant emporté sur tous ceux qui avaient pour souci premier la défense des intérêts collectifs. La privatisation de l'Usec a été une grave erreur et a exposé les dirigeants de l'entreprise à toutes sortes de tentations. Mes inquiétudes se sont confirmées plus rapidement et plus terriblement que je ne l'avais jamais envisagé. Nous venons de découvrir un accord secret entre l'Usec et Minatom (l'agence russe chargée du traitement du matériau nucléaire) dans lequel, en réponse à une offre russe d'envoyer le matériau nucléaire en plus grande quantité vers les Etats-Unis, l'Usec répondait par la négative avant de verser, ensuite, 50 millions de dollars aux Russes pour acheter leur silence et pour qu'ils ne dévoilent rien de toute cette affaire. L'Usec a plusieurs fois essayé de prendre en otage le contribuable américain en annonçant que, faute de subventions supplémentaires, il cesserait de ramener le matériau russe sur le marché américain. Comment le gouvernement américain a-t-il pu procéder à une privatisation aussi absurde ?

L'idéologie du « tout-privatisable » a joué un rôle important, les intérêts financiers aussi : la société cotée en Bourse qui a organisé la privatisation a exercé bien des pressions et réalisé un profit non négligeable. Une fois de plus, le responsable au Trésor américain (M. Summers, après M. Rubin) a placé, à cette occasion, les intérêts de Wall Street avant ceux du pays.

La soif qui pousse vers le milliard supplémentaire à intégrer au budget d'une année - même si les revenus des années suivantes en seront d'autant réduits - a permis de conclure l'affaire. A la lumière des excédents énormes que dégageait alors notre budget, cet aveuglement apparaît aujourd'hui comme totalement insensé. Le dernier mot de ce triste épisode n'a pas encore été prononcé. Le Congrès appréhendait avec raison le passage du contrôle de la production nucléaire à une société à la santé financière faible et a exigé une certification de la part du Trésor.

Il n'est pas facile de savoir aujourd'hui si l'Usec continuera à satisfaire à ces conditions. Des voix inquiètes s'élèvent au Congrès, certains suggérant désormais d'envisager une véritable rena- tionalisation de cet organisme. Ce qui apparaît clairement maintenant, c'est qu'une telle décision, prise par le gouvernement américain, n'affecte pas seulement Wall Street ou l'Amérique : elle peut avoir des conséquences pour le monde entier. Quand l'Amérique se trompe comme dans ce cas du blanchiment d'argent ou dans celui de la privatisation du nucléaire, elle met la planète entière en danger. L'Amérique, pionnière de la globalisation, doit aujourd'hui reconnaître ce que signifie pour elle l'interdépendance : celle-ci nous oblige à accepter des mécanismes de décision collectifs dans tous les domaines.

Joseph Stiglitz, prix nobel d'économie 2001
Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/rdv pour en obtenir les détails. Vous choisirez alors le pays dans lequel se tient la réunion.



Mardi 06: DEUTSCHLAND: MUNSTER / ESPANA: MADRID - VIGO / FRANCE: CHARTRES – PARIS 11 – NANTES – LAVAL – ALES – BRETIGNY SUR ORGE – PARIS 15 – LA TOUR D'AIGUES – JUSSIEU – DOUAI – MARIGNIER - EMBRUN / SUISSE-SCHWEIZ : LAUSANNE - GENEVE / SVERIGE : UPPSALA – VARBERG – OREBRO OREBRALAN

Mercredi 07 : AUSTRIA : WIEN / ESPANA : MADRID – VIGO / FRANCE: LA ROCHETTE – PARIS 11 – VOIRON – PARIS 13 – CACHAN – LILLE – TOULOUSE – NANTERRE – ROYAN – PARIS 9 10 – REIMS – BRIANCON / SVERIGE : VARBERG – SJUHARAD – UPPSALA

Jeudi 08 : AUSTRIA : WIEN / BELGIQUE: BRUXELLES / DEUTSCHLAND : BERLIN / ESPANA : VIGO / FRANCE: DREUX – NIMES – GRENOBLE – PARIS CENTRE – ST PIERRE D'OLERON – REIMS – VIENNE – LARAGNE / ITALIA : SIENA – BOLOGNA / NORGE : BAERUM / QUEBEC : MONTREAL / SVERIGE : VARBERG

Vendredi 09 : DEUTSCHLAND : AACHEN / ESPANA : VIGO / FRANCE: COUERON – MONTREUIL – NIMES – CHAMPAGNOLE – ANNECY – PERTUIS – EPERNON – REIMS – GAP / NORGE : TRONDHEIM – OSLO / SUISSE-SCHWEIZ : LAUSANNE / SVERIGE : VARBERG